

La Russie et les élargissements de l' OTAN ¹

Les perspectives ouvertes dans les années 1990 par la **refonte du système international** issu de la bipolarité, l'effondrement de l'Union Soviétique et l'amputation géopolitique qui s'ensuivit, ont provoqué une série de changements majeures influant sur les parcours politiques internes des pays de l'Europe Centrale et Orientale et sur leurs rapprochements politiques et militaires avec l'Ouest.

L'ensemble de ces changements, d'ordre global, a concerné :

- la conjoncture historique et le type de sécurité collective envisageable en Europe et dans l'hémisphère Nord (suite à la disparition de la figure de l'ennemi, qui n'exclut pas la compétition politique ni la rivalité de puissance.)
- le rôle des alliances militaires et, en particulier, de l'OTAN (suite à la dissolution du pacte de Varsovie)
- la stabilité du continent dans un cadre plus vaste, l'Eurasie, virtuellement multipolaire et ouvert à des puissances non européennes (USA et Canada)

Aujourd'hui

- le pivotement américain vers l'Asie et l'émergence de sous-ensembles régionaux spécifiques, doués d'une autonomie stratégique propre (Méditerranée, Proche et Moyen Orient , Golfe et Asie du Sud-Est).
- Les guerres non-déclarées et la tendance à effacer les frontières entre la guerre et la paix et à faire basculer en quelques jours des États prospères en théâtres de conflits violents, les plongeant dans le chaos et la guerre civile et en les rendant victimes d'interventions étrangères et de terroristes internes.

La fin de la guerre froide a conduit l'Alliance à réviser en 1991 son concept stratégique et à s'interroger sur sa raison d'être, au vue de la sécurité et de la stabilité du continent. L'élargissement de l'OTAN fut loin de constituer la priorité de la politique américaine vers l'Est, qui se concentra d'abord sur le potentiel de consultation, de dialogue et de coopération, le « Conseil de coopération Nord Atlantique » (COCONA), puis du «Partenariat pour la paix». Ce fut sous l'administration

¹Texte présenté à la conférence de l'ADE 12 « **Russia, the Occident and The Enlargement of NATO** »
le 10 février 2015

Clinton que L. Brzezinski et H. Kissinger déclarèrent que le rôle futur de l'Alliance et sa raison d'être étaient indissociables de l'élargissement.

Brzezinski n'a pas hésité à rappeler dans « Le Grand Echiquier » de 1997 que la politique américaine devait être guidée par un dessein géostratégique et que la priorité des États-Unis en Europe et en Asie consistait à « gérer l'émergence de nouvelles puissances mondiales, de façon à ce qu'elles ne mettent pas en péril la suprématie américaine ».

« **A court terme** – a-t-il écrit à l'époque– l'intérêt des États-Unis est de préserver le pluralisme géopolitique qui prévaut sur la carte de l'Eurasie. **A moyen terme**, de rechercher des partenaires qui montent en puissance, avec lesquels il serait possible de s'entendre pour façonner un **système de sécurité transeurasien**. ».

La condition du succès de cette entreprise repose, disait-il, dans des « **élargissements de l'Europe et de l'OTAN** au service de la politique américaine, aussi bien à court terme qu'à plus long terme. Une Europe plus vaste - ajoutait-il - permettrait d'accroître la portée de l'influence américaine et, avec l'admission de nouveaux membres venus d'Europe Centrale, multiplierait le nombre d'États pro-américains au sein des Conseils européens, sans pour autant créer simultanément une Europe assez intégrée politiquement pour concurrencer les États-Unis dans des régions importantes pour eux, comme le Moyen-Orient. »

Cette présentation coïncide lucidement avec la situation actuelle. Plus loin, Brzeziński complète sa vision en ajoutant qu'« un traité de libre-échange transatlantique (...) réduirait également le risque de voir se développer la rivalité économique entre les États-Unis et une Union Européenne plus unie».

La raison historique des élargissements de l'OTAN apparaît clairement comme d'ordre régional et au même temps d'ordre systémique, car elle a posé immédiatement, dès 1990, le problème de la suprématie mondiale des États-Unis et celui d'une hégémonie incontestée lui permettant de jouer le « rôle d'arbitre » en Europe et en Extrême Orient et de vouloir pérenniser ce rôle en conformité à ses intérêts, en maniant de façon souple « les principaux acteurs géostratégiques sur l'échiquier eurasien » ainsi que « les pivots géopolitiques clés de cette région »². Le principal de ces acteurs géostratégique est la Russie et le plus important des pivots géopolitique-clé, l'Ukraine.

La **stabilité régionale** en Eurasie est pensée par Brzeziński en termes de pluralisme, car la centralisation et l'unité politico-administrative, « c'est l'Empire ou le bloc continental ».

Enraciner le pluralisme géopolitique en Eurasie a été un but permanent de la domination extérieure

2

des puissances thalassocratiques depuis Halford MacKinder (1904), car le **pluralisme géopolitique** n'est que l'autre mot de la **domination exercée** par la puissance extérieure dominante sur la base du vieux principe « Divide et impéra ! »

L'Eurasie devient ainsi le nouveau paradigme structurant du système international de la post guerre froide et l'enjeu principal de la rivalité et de l'affrontement entre l'Amérique et de la Russie.

Le repli de l'Amérique apparaît improbable et l'émergence d'un rival en Europe de l'Est pousserait l'engagement de ces États, dont la Russie, à jouer sur deux fronts, sur ses marches occidentales européennes et en Extrême Orient asiatique. La façon dont les États-Unis gèrent l'Eurasie et le Moyen Orient est d'une importance capitale pour l'Europe, car la primauté eurasiennne de l'Amérique lui permet d'exercer une influence planétaire sur l'Afrique, les deux Amériques et l'Océanie.

L'adversaire de la prééminence des États-Unis en Europe de l'Ouest, l'URSS de l'époque de la bipolarité, voulait en finir avec la présence américaine en Eurasie. Or, cet « adversaire », devenu démocratique sous une forme autocratique, est de retour et s'étend sur un échiquier immense, qui va de Varsovie à Vladivostok.

La signification historique des élargissements à la lumière de la « guerre hybride »

La politique d'élargissement de l'OTAN n'a pas effacé les frontières européennes mais elle les a fait avancer en direction de la Russie. Elle a établi une forme de coopération fondée sur la diplomatie de la contrainte et érigé un nouveau mur d'incompréhension, un nouveau Yalta, qui rétablit un antagonisme stérile et mène vers une confrontation dangereuse. « Personne n'arrêtera l'élargissement de l'OTAN vers l'Est » a écrit l'ancien Secrétaire Général de l'OTAN, Fogh Rasmussen (Le 25 juin 2014).

Le paradoxe de cette logique consiste à faire revenir en arrière la tendance à redessiner la sécurité et l'intégration de la Russie, dans un cadre d'intégration large et transeurasien, vers une logique strictement défensive, européenne et régionale, qui présuppose la figure de l'ennemi et la réincarnation de la menace dans la Russie.

L'autre volet de ce paradoxe liait le destin des États-Unis et de l'Europe, en le subordonnant aux intérêts mondiaux d'Hégémon. L'Otan représentait un intérêt politique et stratégique des USA beaucoup plus large que les intérêts purement militaires. Elle devenait le principal instrument d'influence de l'Amérique dans le monde, l'instrument d'influence de la puissance globale.

« Sans les États-Unis l'OTAN ne peut être ni viable ni militairement crédible » (Z. Brzezinski, Le

Monde du 8 février 2015).

A ce titre l'OTAN prétend apporter un soutien à la réalisation d'une Europe intégrée et rend possible des liens diplomatiques et militaires euro-atlantiques (Europe-Russie, Asie Centrale) et Euro-Méditerranéens (le dialogue méditerranéen fait partie intégrante de l'approche sécuritaire de l'Alliance dans le flanc Sud).

Au plan général, les élargissements successifs de l'OTAN, en violation des promesses faites à Gorbatchev ont approfondi l'atmosphère de méfiance et de suspicion entre les États-Unis et la Russie, visant à écarter et marginaliser celle-ci.

Georges Keman a stigmatisé cet élargissement sur le « New York Times » en 1997, en le considérant une erreur sans précédent de la politique étrangère américaine de l'après-guerre froide, en raison du changement radical de l'équilibre de puissance.

Cette extension de l'espace stratégique occidental a été jugé de nature à alimenter une nouvelle logique de confrontation, malgré l'existence d'une communauté d'intérêts sécuritaires entre la Russie et les États-Unis.

La Russie une menace potentielle ?

Cette ligne a engendré une crise de confiance et d'équilibres entre la Russie et l'Occident et a posé une série d'interrogations sur :

- les ambitions et les stratégies à long terme, américano-russes, à l'échelle du système multipolaire
- un pivotement des relations de puissance de la Russie vers l'Asie centrale et de la Chine
- une redéfinition des enjeux politiques et stratégiques au Proche et Moyen Orient, au Caucase, en Méditerranée et dans le Golfe, vis-à-vis de l'Iran, de la Turquie et d'Israël.
- l'émergence de conflits « hybrides » et l'utilisation intensive de la cyber-guerre.
- Une dérégulation des trois ordres internationaux.

Cette logique a également produit une dérégulation de trois ordres internationaux

Du fait de l'asymétrie des conflits, le principe du calcul rationnel est brisé, ouvrant sur une ère d'incertitudes par la dérégulation de trois ordres internationaux qui coexistent aujourd'hui :

- de **Westphalie** (1648) [avec la prédominance des crises internes et des guerres insurrectionnelles comportant l'émergence de nouveaux acteurs infra-étatiques].

- de **Yalta** (1945) [par la sortie définitive de l'ordre bipolaire et des sphères d'influence rigides].
- de **San Francisco** (1947) [par les déceptions de la « sécurité collective » et les blocages du Conseil de Sécurité des Nations Unies dans la résolution des crises].

De cette dérégulation, il s'ensuit une remise en cause de la plupart des équilibres antérieurs aggravés par la pulvérisation du concept de rationalité, d'où procèdent le calcul et l'espérance de gain politico-stratégique. Ceci engendre et aggrave la précarité consubstantielle de la sécurité et la crise en cours.

Du point de vue de la stabilité internationale, si la multipolarité arrivait à limiter la compétition et simultanément la prolifération dans le domaine des armements conventionnels et nucléaires, il serait possible d'imaginer des situations dans lesquelles les antagonismes les plus divers pourraient être résolus dans un cadre régional partiellement coopératif.

En effet, les systèmes bipolaires consentent un seul antagonisme et comportent le risque d'une guerre générale, tandis que la multipolarité englobe des tensions virtuellement innombrables, comporte une mixité diffuse de coopération et engendre une pluralité de conflits.

Aujourd'hui, le reflux de la vague de démocratisation globale et une géopolitique éclatée, aux rivalités régionales fortes (Syrie/Turquie, Irak, État Islamique, Inde/Pakistan, Iran/Arabie Saoudite, Corée du Nord/Corée du Sud, Chine/Japon...) imposent une feuille de route difficile pour la sauvegarde de la stabilité. Cette amplification des préoccupations de stabilité acquiert une signification particulière en raison de la montée en puissance de trois continents (Asie, Afrique et Amérique latine) et du déplacement de l'axe de gravité du monde vers le Pacifique et l'Océan Indien qui devient le nouveau pivot des mers.

L'Europe et le point de rupture

En revenant au cadre européen, deux hypothèses semblent conduire dans l'immédiat à un point de rupture.

- Soit l'Europe bloque en Ukraine l'influence des puissances extérieures et fait tout pour interdire une aide militaire à Kiev en stoppant simultanément les ravitaillements en hommes et en matériel dans le Dombass, soit elle précipite une collision militaire inévitable entre l'Ouest et l'Est, donc elle sera partie prenante avec l'OTAN ou en dehors de l'OTAN.
- après le déclenchement de la crise de Maidan et la succession rapide des affrontements militaires à l'est de l'Ukraine, un **seuil d'une rupture irréparable** s'approche entre

diplomaties européennes de l'Ouest et de l'Est. Il faut plus de volonté à l'Europe occidentale pour qu'une escalade de la violence n'engendre une situation dans laquelle la crise s'étend aux pays couverts par l'Article 5 de l'Alliance.

Les hypothèses évoquées peuvent être reformulées sous forme de questions.

- **Les livraisons d'armes** sont-elles des contributions à la paix ou ne sont plutôt le prix à faire payer aux adversaires de la paix, pour l'absence de solutions politiques ?
- **La voie du compromis** peut-elle rassurer la Russie sur l'existence ou l'inexistence d'un plan occidental visant à transformer l'Ukraine en tête de pont stratégique de l'OTAN ? Peut-elle jouer comme levier à partir de Kiev pour un changement de régime à Moscou ?

La formule médiane d'un compromis, destinée à geler le conflit est celle d'une « Fédéralisation » et d'une « Findanlisation » conjointes du pays qui pourrait convenir à l'UE et à la Russie.

Au même temps la crise ukrainienne provoque des divisions au sein de l'Union Européenne non seulement en matière de sanctions économiques, mais également en raison de la priorité de la lutte au terrorisme international. Cette lutte serait affaiblie voire mutilée sans une forte coopération entre les Occidentaux et la Russie.

Pour terminer et du **point de vue des USA**, les Européens ont-ils un intérêt à rester politiquement unis avec l'Amérique, sous la protection militaire de l'OTAN, qui reste la seule organisation à leur assurer une base militaire opérationnelle et une identité politique, que l'UE peine à lui accorder ?

Bruxelles, le 10 février 2015